

**N° 6903<sup>6</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

---

**P R O J E T D E L O I****modifiant**

- 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;**
- 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;**
- 3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,  
DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE**

(26.5.2016)

La Commission se compose de: M. Lex DELLES, Président-Rapporteur; M. Claude ADAM, Mme Sylvie ANDRICH-DUVAL, M. Gilles BAUM, Mme Tess BURTON, MM. Georges ENGEL, Claude HAAGEN, Mmes Martine HANSEN, Françoise HETTO-GAASCH, MM. Fernand KARTHEISER, Claude LAMBERTY, Mme Martine MERGEN et M. Laurent ZEIMET, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 12 novembre 2015 par Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, des textes coordonnés des lois à modifier, d'une fiche financière ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

Le projet de loi a été avisé par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 18 décembre 2015.

Des amendements gouvernementaux ont été introduits le 8 janvier 2016. Ces amendements ont donné lieu à un avis complémentaire de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, en date du 3 février 2016.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 23 février 2016.

Lors de sa réunion du 9 mars 2016, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a désigné son président, M. Lex Delles comme rapporteur du projet de loi. Le même jour, elle a entendu la présentation générale du projet par Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avant de procéder à l'examen du projet de loi et des amendements gouvernementaux, à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat. Le même jour, elle a adopté une série d'amendements parlementaires qui ont fait l'objet d'un avis complémentaire du Conseil d'Etat émis le 3 mai 2016.

La Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a analysé cet avis complémentaire le 11 mai 2016, avant d'adopter le présent rapport le 26 mai 2016.

## II. OBJET DU PROJET DE LOI

La mise en œuvre de la réforme de la Fonction publique nécessite un certain nombre d'adaptations au niveau de l'organisation de l'enseignement fondamental. Ainsi, le projet sous rubrique se propose de régler pour l'enseignement fondamental les adaptations suivantes qui peuvent se résumer comme suit:

- 1) transposer à l'enseignement fondamental la disposition relative au bénéfice récompensant les fonctionnaires et employés de l'Etat qui obtiennent un niveau de performance 4 lors de l'appréciation de leurs compétences professionnelles;
- 2) faire en sorte que les chargés de cours engagés à durée indéterminée effectuent une formation en début de carrière;
- 3) introduire une première liste „bis“ afin d'assurer que les instituteurs en service aient la priorité d'accès aux postes libérés lors des opérations de réaffectation de la première liste;
- 4) abolir la dérogation existante au profit des instituteurs d'enseignement spécial bénéficiant dès leur entrée en service d'une tâche d'enseignement limitée à 21 leçons au lieu de 23 leçons;
- 5) rendre possible pour les instituteurs et chargés de cours par le biais de la carrière ouverte l'accès à un groupe de traitement supérieur, respectivement un groupe d'indemnité supérieur au leur avec la création éventuelle de postes dans la carrière de l'instituteur spécialisé, classé dans la catégorie de traitement A, dans le groupe de traitement A1, grade 16;
- 6) apporter des modifications à l'Annexe A de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat afin de permettre aux instituteurs maintenus dans le barème transitoire de l'enseignement (grade E5 ou E5<sup>ter</sup>) de bénéficier, par le biais d'une promotion, de l'accès à la carrière supérieure d'instituteur spécialisé nouvellement créée par la loi précitée du 25 mars 2015;
- 7) compléter les exigences à remplir par les candidats au stage d'instituteur par des formations en secourisme, natation et encadrement d'enfants et adolescents dans un contexte non scolaire;
- 8) prévoir la base légale pour l'indemnisation des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours;
- 9) clarifier certaines situations précises de certains inspecteurs de l'enseignement fondamental;
- 10) rectifier une erreur apparue dans la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, à la demande du Ministère de la Fonction publique.

\*

*ad 3)*

Suite aux opérations de réaffectation annuelles des instituteurs en service émanant de la première liste des postes d'instituteur vacants en juin, un certain nombre de postes d'instituteurs sont libérés par les instituteurs réaffectés. A ces postes peuvent postuler, selon les dispositions actuellement en vigueur, les agents nouvellement admis au stage préparant à la fonction d'instituteur ainsi que, dans une phase ultérieure, des membres de la réserve de suppléants ou bien des remplaçants, faute d'instituteurs nouvellement admis au stage en nombre suffisant. Depuis plusieurs années déjà, les instituteurs en service ont revendiqué l'accès des instituteurs en place aux postes libérés lors des opérations de réaffectation de la première liste. A cette fin, la procédure actuellement en vigueur doit être adaptée respectivement complétée. Partant, il est proposé de fixer les conditions d'une possible réaffectation supplémentaire pour les instituteurs déjà en fonction par l'instauration d'une première liste „bis“, comprenant les seuls postes devenus vacants suite aux réaffectations dans le cadre de la première liste.

*ad 4)*

Le présent texte prévoit l'abolition de la dérogation actuellement en vigueur qui permet aux instituteurs d'enseignement spécial en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental de continuer à bénéficier d'une tâche d'enseignement de 21 leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte 23 leçons d'enseignement. La dérogation précitée ne se justifie

en fait pas, car les fonctionnaires concernés effectuent à l'heure actuelle le même travail que leurs collègues dans des salles de classe adjacentes. En outre, les classes spéciales n'ont plus de base légale depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée précitée. Par contre, la mesure dérogatoire en vigueur a engendré un mécontentement, doublé d'un sentiment de traitement inégal, largement partagé par la base du corps enseignant. L'abrogation de la dérogation précitée se traduira par une libération de plus ou moins 200 leçons hebdomadaires d'enseignement qui pourront être réinvesties dans l'enseignement.

*ad 7)*

Cette disposition vise à inscrire dans la loi des conditions supplémentaires que les candidats doivent remplir pour être admissibles au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Soit ils ont déjà accompli avec succès une formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, ainsi que des activités d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins; soit ils disposent d'une durée supplémentaire d'une année pour la promotion 2017 à partir de la date d'admission au stage pour fournir les attestations requises, au risque de se voir exclure du stage. Les attestations de formation de base en matière de secourisme sont reconnues équivalentes par le ministre ayant dans ses attributions les Services de secours. Il convient toutefois de préciser que tous les membres du personnel enseignant disposent de la possibilité de suivre des cours de rappel des formations de secourisme et de sauvetage dans le cadre de la formation continue.

Pour le détail des autres adaptations, il est renvoyé au commentaire des articles.

\*

### III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

#### III.1. Avis du 3 février 2016

Le Conseil d'Etat a émis son avis en date du 23 février 2016.

Alors que la Haute Corporation peut marquer son accord avec la plupart des modifications prévues, elle émet toutefois une opposition formelle à l'égard de l'attestation de formation de base en matière de secourisme. En effet, selon le Conseil d'Etat, le principe de la hiérarchie des normes interdit qu'une norme juridique supérieure comporte une référence à une norme qui lui est inférieure dans la hiérarchie des sources de droit. Par conséquent, le Conseil d'Etat demande de renvoyer aux dispositions de la loi servant de base légale audit règlement grand-ducal.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat se demande si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au Ministre. La même question se pose pour les attestations d'encadrement d'enfants et adolescents dans un contexte non scolaire. La formulation proposée est, de l'avis du Conseil d'Etat, trop floue. La disposition confère, d'après le Conseil d'Etat, au Ministre un pouvoir discrétionnaire absolu qui n'est pas circonscrit. Afin de mieux cadrer le caractère discrétionnaire de la disposition sous examen et d'éviter ainsi des recours en justice, le Conseil d'Etat demande que le texte soit assorti d'un minimum de critères.

Concernant l'objectif de faire bénéficier les instituteurs et chargés de cours de l'enseignement fondamental du mécanisme de la carrière ouverte, le Conseil d'Etat regrette que projet ne donne aucune explication concernant le concept qui est à la base du nouveau dispositif et du revirement opéré en matière de carrière ouverte.

#### III.2. Avis complémentaire du 3 mai 2016

Dans son avis complémentaire du 3 mai 2016, le Conseil d'Etat lève son opposition formelle et marque son accord par rapport à l'ajout proposé par la Commission compétente de la Chambre des Députés quant aux dérogations envisageables pour les points 1 et 2 de l'article 3.

\*

## IV. AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PUBLICS

### IV.1. Avis du 18 décembre 2015

Dans son avis du 18 décembre 2015, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare en principe d'accord avec le texte avisé.

En ce qui concerne l'introduction d'une première liste „bis“ comprenant les seuls postes d'instituteur restés ou devenus vacants suite aux réaffectations dans le cadre de la première liste, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics approuve la création de cette nouvelle liste qui, selon elle, répond à une demande répétitive du personnel enseignant. En outre, la Chambre se déclare d'accord avec la disposition selon laquelle le classement des candidats aux postes libérés se base, lors de l'établissement de la première liste et de la première liste „bis“, sur le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, sur une note d'inspection, ainsi que sur l'ancienneté de service. Toutefois, la Chambre rend attentif au fait qu'il faudra élaborer des modalités d'équivalence entre la note d'inspection et le rapport d'appréciation des performances professionnelles pendant une période transitoire pour assurer la comparabilité des candidats lors du classement. En effet, il faudra, d'après la Chambre, attendre plusieurs années avant que tous les instituteurs de l'enseignement fondamental ne disposent de leur rapport d'appréciation.

Concernant l'abolition de la dérogation actuellement en vigueur qui permet aux instituteurs d'enseignement spécial, en service au moment de l'entrée en vigueur de ladite loi, de continuer à bénéficier d'une tâche d'enseignement direct de vingt et une leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte vingt-trois leçons d'enseignement direct, la Chambre, pour des raisons d'équité, se déclare d'accord avec la suppression de cette dérogation, tous les instituteurs des cycles 2 à 4 accomplissant, selon elle, en effet, une tâche comparable.

L'ouverture de la „carrière ouverte“ aux fonctionnaires et employés de l'enseignement est approuvée par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. La possibilité de pouvoir accéder à un groupe de traitement ou d'indemnité supérieur par la voie de la „carrière ouverte“ s'inscrit, selon la Chambre, par ailleurs dans la logique de la création de la fonction d'instituteur spécialisé.

### IV.2. Avis complémentaire du 3 février 2016

Suite au dépôt d'amendements gouvernementaux, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a émis un second avis en date du 3 février 2016.

Concernant la dérogation qui vise à conférer aux candidats à la session 2017 du concours susmentionné un délai supplémentaire d'une année à partir de la date d'admission au stage pour fournir les attestations requises, la Chambre s'étonne que la disposition introduite par les amendements ne soit pas tout à fait identique à celle de l'article 23 du projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités du concours.

De plus, la Chambre constate que l'amendement en question reste muet sur le délai imparti aux candidats de la session 2016 du concours.

Sous la réserve de quelques autres observations et propositions de texte, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics marque son accord avec les amendements lui soumis pour avis.

\*

## V. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Observations générales*

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat donne à considérer que, d'un point de vue légistique, lorsque le dispositif a pour objet exclusif d'opérer des modifications à plusieurs actes et que le nombre de ces modifications est peu important, il y a lieu de prévoir pour chacun de ces actes un article numéroté en chiffres romains (**Art. I<sup>er</sup>**, **Art. II**, **Art. III**, ...) et de spécifier ensuite toutes les modifications se rapportant à un même acte en les numérotant de la manière suivante: 1., 2., 3., ... Cette structure peut même être utilisée si le dispositif en question contient un ou plusieurs articles

comportant des dispositions complémentaires, telles que des dispositions transitoires ou la mise en vigueur.

En outre, au vu du nombre peu important d'articles, une subdivision en chapitres n'est en l'espèce pas de mise.

Le projet de loi sous rubrique est dès lors à structurer comme suit:

„**Art. I<sup>er</sup>**. La loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est modifiée comme suit:

1. L'article 4 [...].
2. A l'article 5, alinéa 5, [...].
3. L'article 6 [...].
4. L'article 46 [...].
5. L'article 8 [...].
6. L'article 9 [...].
7. L'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, point 8, [...].
8. Les articles 19 à 21 [...].
9. L'article 22 [...].
10. L'article 43, paragraphe 1<sup>er</sup>, [...].

**Art. II.** La loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifiée comme suit:

1. A l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, [...].
2. A l'article 5, paragraphe 2, les termes [...].
3. L'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3, [...].
4. A l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, [...].

**Art. III.** La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, le point 4<sup>o</sup> [...].
2. A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, point b), [...].
3. A l'annexe A, rubrique II „Enseignement“, II.a. [...].
4. A l'annexe A, rubrique II „Enseignement“, II.b. [...].

**Art. IV.** Les inspecteurs de l'enseignement fondamental [...].

**Art. V.** La présente loi [...].“

La Commission donne suite aux observations du Conseil d'Etat.

#### *Intitulé*

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat tient à signaler que la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur, de sorte qu'il échet d'ajouter le terme „modifiée“ entre la nature et la date de l'acte dont question.

La Commission fait sienne cette observation du Conseil d'Etat.

#### *Article I<sup>er</sup>, point 1 (Article I<sup>er</sup> initial)*

L'article 4bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat prévoit que les fonctionnaires (et les employés de l'Etat) qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles „bénéficient de trois jours de congé de reconnaissance pour la période de référence suivant l'appréciation. Il peut être pris en un ou plusieurs fois au cours de cette période de référence et peut être fractionné en demi-journées.“

Pour des raisons d'organisation de leur remplacement, il paraît peu opportun de faire bénéficier les enseignants de l'enseignement fondamental de journées de congé isolées, mais il serait injuste de les

priver de toute reconnaissance. Etant donné que trois jours (de congé) correspondent à 24 heures de travail administratif et qu'il est communément admis qu'une heure d'enseignement direct correspond à deux heures de travail administratif, il est proposé de faire bénéficier les enseignants d'une réduction annuelle globale de 12 leçons d'enseignement, ce qui se répercute par un allègement de 0,33 leçon d'enseignement de leur tâche hebdomadaire sur une année scolaire comptant 36 semaines d'enseignement.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016.

*Article 1<sup>er</sup>, point 2 (Article 2 initial)*

Par voie d'amendement gouvernemental du 8 janvier 2016, il est proposé d'insérer un article 2 nouveau libellé comme suit au projet de loi:

**„Art. 2. A l'article 5, alinéa 5, de la même loi, les termes „ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours“ sont insérés après les termes „les modalités du concours et du stage“.**

Les auteurs du texte souhaitent tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat du 8 décembre 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. La Haute Corporation a rendu attentif au fait que pour introduire une disposition sur l'indemnisation des membres du jury participant au concours précité, la création d'une base légale dans la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental s'avère incontournable.

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016.

*Article 1<sup>er</sup>, point 3 (Article 3 initial)*

Par voie d'amendement gouvernemental du 8 janvier 2016, il est proposé d'insérer un article 3 nouveau libellé comme suit au projet de loi:

**„Art. 3. L'article 6 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:**

**„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:**

- **d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours;**
- **d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;**
- **d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins.“**

Les auteurs du texte souhaitent tenir compte d'une remarque émise par le Conseil d'Etat dans son avis du 8 décembre 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. La Haute Corporation avait recommandé d'inscrire dans la loi des conditions supplémentaires que les candidats doivent remplir pour être admissibles au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, à savoir d'avoir accompli avec succès une formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, ainsi que des activités d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins.

Les attestations de formation de base en matière de secourisme sont reconnues équivalentes par le ministre ayant dans ses attributions les Services de secours, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours; les brevets élémentaires de sauvetage aquatique sont reconnus équivalents par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de



sauvetage, en principe conformément aux dispositions internationales émises par la fédération „International life saving“ (ILS). Cependant, il convient de préciser que tous les membres du personnel enseignant disposent de la possibilité de suivre des cours de rappel des formations de secourisme et de sauvetage dans le cadre de la formation continue.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat note que les auteurs des amendements gouvernementaux introduits le 8 janvier 2016 profitent du présent projet de loi pour inscrire les exigences formulées par la Haute Corporation dans son avis du 8 décembre 2015 dans la loi.

Toutefois, la Haute Corporation doit émettre une opposition formelle à l'égard du premier tiret relatif à l'attestation de formation de base en matière de secourisme en ce qu'il y est renvoyé au règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours. En effet, le principe de la hiérarchie des normes interdit qu'une norme juridique supérieure comporte une référence à une norme qui lui est inférieure dans la hiérarchie des sources de droit. Le Conseil d'Etat demande aux auteurs de renvoyer aux dispositions de la loi servant de base légale audit règlement grand-ducal.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat se demande si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au Ministre. La même question se pose pour les attestations d'encadrement d'enfants et adolescents dans un contexte non scolaire. Quelles formations nationales et étrangères seront considérées comme justificatives à l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur au Luxembourg? La formulation proposée est, de l'avis du Conseil d'Etat, trop floue.

La disposition, dans sa rédaction actuelle, confère au Ministre un pouvoir discrétionnaire absolu qui n'est pas circonscrit. Afin de mieux cadrer le caractère discrétionnaire de la disposition sous examen et d'éviter ainsi des recours en justice, le Conseil d'Etat demande que le texte sous revue soit assorti d'un minimum de critères.

Du point de vue de la légistique formelle, le Conseil d'Etat estime que les tirets sont à remplacer par une numérotation.

Au premier tiret (point 1 selon le Conseil d'Etat), il y a lieu d'écrire „le ministre ayant les Services de secours dans ses attributions“.

Tenant compte des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le point sous rubrique comme suit:

**„Art. 3. 3. L'article 6 de la même loi est complété par 1° les alinéas suivants:**

**„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:**

- 1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les Services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;**
- 2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;**
- 3. d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins, d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.**

**Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre“.**

Le sous-point 1 renvoie à la base légale visée. L'insertion des termes „accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger“ donne suite aux observations de la Haute Corporation qui avait soulevé

la question „si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au ministre“.

Au sous-point 3, sont précisés les critères relatifs aux quatre-vingts heures d'activités d'encadrement à accomplir pour être admis au stage préparant à la fonction d'instituteur, notamment en ce qui concerne l'âge des enfants, l'existence d'une rémunération ou non et les entités organisant ces activités.

L'alinéa 2 introduit la possibilité pour le Ministre d'accorder une dispense de disposer du brevet élémentaire de sauvetage aquatique ou d'une attestation de formation de base en matière de secourisme. En effet, il a été jugé utile de ne pas barrer l'accès au stage à un enseignant souffrant d'une incapacité physique limitée. D'une part, il se peut qu'un candidat se présente qui ne peut plonger sous l'eau que pendant une durée très limitée pour des raisons médicales dûment justifiées. D'autre part, un candidat peut souffrir d'un handicap physique ne lui permettant pas d'exécuter tous les gestes en matière de secourisme. Les dispenses préconisées s'inscrivent également dans le cadre de la conception d'une école fondamentale inclusive à la fois pour les élèves et le personnel enseignant et socioéducatif.

Dans son avis complémentaire du 3 mai 2016, le Conseil d'Etat estime, au vu du texte amendé et des explications fournies dans le commentaire des amendements parlementaires à apporter aux points 1 et 3 de la disposition sous rubrique, pouvoir lever l'opposition formelle émise dans son avis du 23 février 2016.

Concernant l'ajout proposé par la Commission compétente de la Chambre des Députés quant aux dérogations envisageables pour les points 1 et 2, le Conseil d'Etat peut y marquer son accord.

Du point de vue de l'ordre légistique, la Haute Corporation estime que les tirets devant les points numérotés sont à omettre.

La Commission fait sienne cette observation de la Haute Corporation.

*Article 1<sup>er</sup>, point 4 (Article 4 initial)*

Par voie d'amendement gouvernemental du 8 janvier 2016, il est proposé d'insérer un article 4 nouveau libellé comme suit au projet de loi:

**„Art. 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:**

**„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage.“**

Les auteurs du texte souhaitent préciser que les candidats admissibles au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental disposent d'une durée supplémentaire d'une année pour la promotion 2017 à partir de la date d'admission au stage pour fournir les attestations requises à l'article sous rubrique, au risque de se voir exclure du stage.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat dit comprendre que les auteurs des amendements gouvernementaux entendent accorder un délai supplémentaire aux candidats qui se présenteront à la session de 2017. Cependant, le Conseil d'Etat doute de l'utilité de l'engagement écrit proposé au texte sous avis. Dès lors, il propose aux auteurs de renoncer audit engagement et de prévoir simplement que les candidats à la session de 2017 disposent d'une année pour fournir les attestations requises, c'est-à-dire dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité.

Du point de vue de l'ordre légistique, le Conseil d'Etat estime qu'il convient d'écrire „le ministre ayant les Services de secours dans ses attributions.“

Reconnaissant le bien-fondé des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le point sous rubrique comme suit:

**„Art. 4. 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant:**

**„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme**



d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage. les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées." "

Le libellé initial est remplacé. Les futurs instituteurs-stagiaires admis au stage en 2017 bénéficieront d'une année supplémentaire pour fournir les attestations requises. Le texte proposé permet également de remédier à une erreur matérielle relevée par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dans son avis quant à l'absence de la condition requise des quatre-vingts heures d'activités d'encadrement (pour la promotion 2017) qui est réintégrée dans la proposition d'amendement.

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

*Article 1<sup>er</sup>, point 5 (Article 5 initial)*

Suite aux opérations de réaffectation intervenues lors de la première liste, de nouveaux postes d'instituteurs sont libérés, auxquels actuellement seuls les nouveaux stagiaires-instituteurs peuvent postuler. Afin de satisfaire la revendication des instituteurs en fonction, qui consiste à pouvoir accéder aux postes libérés par les réaffectations de la première liste, une première liste bis des postes d'instituteur vacants est créée, qui comporte les seuls postes devenus vacants suite aux réaffectations dans le cadre de la première liste.

Il est prévu que, dans le cadre de la première liste *bis*, les instituteurs postuleront auprès du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et que le classement des candidats sera établi par les services ministériels. Ce classement se basera sur le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, sur une note d'inspection, ainsi que sur l'ancienneté de service. Il est à relever que la prise en compte du rapport d'appréciation des performances professionnelles, au lieu d'une note d'inspection, résulte de l'accord de transposition entre le Gouvernement et le Syndicat national des Enseignants.

Etant donné que pendant les dernières années il y a eu à chaque fois entre 130 et 150 mutations dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, il est à prévoir que la première liste *bis* comportera ce même nombre de postes vacants. Les autorités communales n'interviendront pas dans la procédure de réaffectation de la première liste *bis*. Ceci se justifie d'autant plus que la procédure de réaffectation de la première liste *bis* devra être réalisée dans un créneau temporaire très serré, prévisiblement entre le 24 et le 28 juin chaque année.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat dit pouvoir marquer son accord au libellé proposé.

Néanmoins, il constate que les dispositions relatives à la première liste figurent à l'article 9 de la loi précitée du 6 février 2009. Afin de faire précéder les dispositions relatives à la première liste à celles ayant trait à la première liste *bis*, le Conseil d'Etat demande d'inverser les articles 5 et 6 (1<sup>er</sup>, points 5 et 6, selon le Conseil d'Etat) du projet de loi sous avis, tout en adaptant la numérotation des articles 8 et 9 qu'il s'agit de remplacer ainsi que les renvois à l'intérieur du dispositif des articles dont question.

Suite aux observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le point sous rubrique comme suit:

**„Art. 5. 5. L'article 9 devient l'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant et prend la teneur suivante:**

**„Art. 8. Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.**

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont

affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

(1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année**, conformément à l'article 8 9.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des **agents mentionnés au paragraphe 3, point 3**, remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.“ “

L'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental sont inversés. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Suite à la suppression de la numérotation des paragraphes, le renvoi au paragraphe 3, point 3 est également supprimé.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

*Article 1<sup>er</sup>, point 6 (Article 6 initial)*

Cet article dispose que, après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis*, une nouvelle liste des postes restés vacants sera établie qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente.

Il est précisé que l'affectation des remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat dit pouvoir marquer son accord avec l'article sous rubrique, sous réserve de ses observations relatives à l'article 5 (1<sup>er</sup>, point 5, selon le Conseil d'Etat) ci-dessus.

Tenant compte des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier le point sous rubrique comme suit:

**Art. 6. 6. L'article 8 devient l'article 9 de la même loi est modifié comme suit et prend la teneur suivante:**

**„Art. 9. (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, ainsi qu'une première liste bis publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.**

**(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.**

**(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:**

- 1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;**
- 2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;**
- 3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.**

**Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.**

**L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.**

**Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.**

**Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.**

**Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 8 paragraphe 3, alinéa 4.**

**L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteurs vacants.**

**Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.**

**Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:**

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.“ “

L'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental sont inversés. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> septembre. L'article 12 de la même loi règle aussi la durée de l'affectation, de façon que la mention de cette disposition devienne superflue. Etant donné que la mise en vigueur du présent projet est fixé au 15 septembre 2016, les instituteurs-stagiaires admis au stage le 1<sup>er</sup> septembre 2016 ne sont pas obligés à remplir les conditions supplémentaires fixées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Afin de redresser deux erreurs matérielles, il est proposé d'aligner l'orthographe des termes „postes d'instituteur“.

Cette proposition d'amendement ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

#### *Article 1<sup>er</sup>, point 7 (Article 7 initial)*

Cet article précise que le point 8 de l'article 16 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental doit être modifié de façon à respecter les changements apportés par la réforme de la Fonction publique et les nouvelles dispositions de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat.

A partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée, seuls les employés disposant d'un contrat à durée indéterminée devront effectuer un cycle de formation de début de carrière. Il n'y aura plus de chargé de cours disposant d'un contrat à durée déterminée dans la réserve de suppléants.

Du point de vue de l'ordre légistique, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu d'écrire „alinéa 1<sup>er</sup>“.

La Commission fait sienne cette observation du Conseil d'Etat.

#### *Article 1<sup>er</sup>, point 8 (Article 8 initial)*

L'article sous rubrique traite de l'abrogation des articles 19 à 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. L'article 19 doit être abrogé en raison des mesures prévues dans la réforme de la Fonction publique et de l'introduction du nouveau cycle de formation de début de carrière, applicable également aux chargés de cours de l'enseignement fondamental, et ayant pour effet la suppression de la formation en cours d'emploi initiale des chargés de cours.

L'article 20 est également abrogé au vu du fait que désormais, suite à la réforme de la Fonction publique, les nouveaux membres de la réserve de suppléants bénéficient d'un contrat à durée indéterminée à tâche complète ou partielle, dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant.

Le recrutement se fera par le Ministre en fonction de la formation effectuée par les postulants ainsi que, le cas échéant, leur expérience professionnelle.

L'article 21 est également abrogé en raison de l'introduction du nouveau cycle de formation de début de carrière, applicable également aux chargés de cours de l'enseignement fondamental, et ayant pour effet la suppression de la formation en cours d'emploi initiale des chargés de cours.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016.

*Article I<sup>er</sup>, point 9 (Article 9 initial)*

L'article sous rubrique traite d'une modification à apporter à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes „ou à durée déterminée“ doivent être supprimés étant donné que l'article 16 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental n'énumère désormais que les chargés de cours disposant d'un contrat à durée indéterminée.

L'alinéa 2 de l'article en question doit être abrogé puisque les chargés de cours mentionnés au point 8 de l'article 16 ne disposent plus de la possibilité de bénéficier d'un contrat à durée indéterminée selon la limite des postes prévus par la loi budgétaire, seuls les employés disposant d'un contrat à durée indéterminée devront effectuer un cycle de formation de début de carrière.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat estime pouvoir donner son accord aux dispositions sous rubrique.

*Article I<sup>er</sup>, point 10 (Article 10 initial)*

Cet article dispose de l'abrogation de l'article 43, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Ainsi, la dérogation actuellement en vigueur est supprimée qui permet aux instituteurs d'enseignement spécial en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, de continuer à bénéficier d'une tâche d'enseignement de 21 leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte 23 leçons d'enseignement. Une centaine d'instituteurs sont concernés par cette mesure.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat dit pouvoir donner son accord aux dispositions sous rubrique.

*Article I<sup>er</sup>, point 11*

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les points 5 et 6 de l'article I<sup>er</sup>, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'insérer à l'article I<sup>er</sup> un nouveau point 11, libellé comme suit:

**„11. Dans l'article 41, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots „l'article 8, alinéa 5“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 4“.“**

Le libellé a pour but d'adapter les renvois à l'article 41 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

*Article I<sup>er</sup>, point 12*

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les points 5 et 6 de l'article I<sup>er</sup>, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'insérer à l'article I<sup>er</sup> un nouveau point 12, libellé comme suit:

**„12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes:**

**a. A l'alinéa 3, les mots „l'article 8, alinéa 2“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 2“.**

**b. A l'alinéa 4, les termes „l'article 9“ sont remplacés par ceux de „l'article 8“.**

Le nouveau libellé a pour but d'adapter les renvois à l'article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

*Article II, points 1 et 2 (Article II initial)*

Cet article précise que l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un



groupe d'indemnité supérieur au sien est modifié. Le principal objectif de cette modification est de faire bénéficier les instituteurs et chargés de cours de l'enseignement fondamental du mécanisme de la carrière ouverte, non limité dans le temps.

Selon les dispositions actuellement en vigueur, l'unique mécanisme accessible aux membres de l'enseignement est celui dit de la „voie expresse“, prévu à l'article 54 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat. Toutefois, ce mécanisme s'accompagne de conditions et de restrictions dont une période d'utilisation limitée à dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi précitée, une ancienneté de service de quinze ans et un pourcentage limité à 20 pour cent de l'effectif total du groupe de traitement initial pouvant bénéficier de ce mécanisme.

Afin de respecter l'accord de transposition conclu entre le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Syndicat national des Enseignants, il convient ainsi de permettre au personnel enseignant d'accéder librement au mécanisme de la carrière ouverte.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique met un terme à l'exclusion des fonctions et des emplois relevant de l'enseignement du système dit „de la carrière ouverte“.

A la lecture du commentaire de l'article sous examen, le Conseil d'Etat comprend que l'objectif premier de la modification projetée est de „faire bénéficier les instituteurs et chargés de cours de l'enseignement fondamental du mécanisme de la carrière ouverte, non limité dans le temps“. En effet, d'après l'exposé des motifs du projet de loi sous examen, „l'objectif d'une telle mesure est de répondre à une aspiration impérative du terrain qui va de pair avec la possible création de postes relevant de la carrière de l'instituteur spécialisé, classée dans la catégorie de traitement A, dans le groupe de traitement A1, grade 16“. Le Conseil d'Etat aurait souhaité recevoir plus d'explications quant au profil de l'instituteur spécialisé et concernant le nombre de postes qui seront créés dans ce contexte. Le projet de loi reste muet à ce sujet en ne donnant aucune explication concernant le concept qui est à la base du nouveau dispositif et du revirement que les auteurs du projet de loi opèrent en matière de carrière ouverte.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 21 janvier 2014 relatif au projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien (doc. parl. 6462<sup>2</sup>), dans lequel il avait regretté que les auteurs ne s'étaient pas exprimés sur les raisons d'être de l'exclusion de certaines catégories de fonctionnaires et employés de l'Etat de la possibilité de recours au système dit „de la carrière ouverte“.

Désormais, les auteurs proposent de supprimer purement et simplement le terme „enseignement“ de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien. L'exposé des motifs disait vouloir apporter dans le contexte de ce projet de loi, „un certain nombre d'adaptations au niveau de l'organisation de l'enseignement fondamental“. Or, en supprimant le terme „enseignement“ de l'article 5 de la loi précitée du 25 mars 2015, les auteurs ouvrent le recours au mécanisme dit „de la carrière ouverte“ à tout le secteur de l'enseignement, notamment aussi à l'enseignement postprimaire et aux chargés de cours y engagés. Tout en regrettant de ne pas disposer de plus de détails sur le concept de la modification projetée, le Conseil d'Etat se demande si telle est bien l'intention des auteurs.

#### *Article II, point 3 (Article 12 initial)*

Cet article prévoit une modification à apporter à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Il convient d'y ajouter le terme de „l'Institut de formation de l'Education nationale“, ceci afin de permettre aux fonctionnaires de l'enseignement ayant l'intention de bénéficier du mécanisme de la carrière ouverte d'effectuer leur cycle de formation préparatoire et les dix jours de formation à l'IFEN et non pas à l'Institut national de l'administration publique.

Le Conseil d'Etat lit cette disposition comme étant l'application des dispositions de la loi précitée du 25 mars 2015 et peut marquer son accord avec l'article sous avis.

#### *Article II, point 4 (Article 13 initial)*

Cet article prévoit une modification à l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien.



sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Il convient d'y ajouter le terme de „l'Institut de formation de l'Education nationale“, ceci afin de permettre aux fonctionnaires de l'enseignement ayant l'intention de bénéficier du mécanisme de la carrière ouverte d'effectuer leur cycle de formation préparatoire et les dix jours de formation à l'IFEN et non pas à l'Institut national de l'administration publique.

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016.

### *Article III (Article 14 initial)*

Suite aux recommandations du Ministère de la Fonction publique, des modifications doivent être apportées à l'Annexe A de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat afin de permettre aux instituteurs maintenus dans le barème transitoire de l'enseignement (grade E5 ou E5<sup>ter</sup>) de bénéficier de l'accès à la carrière supérieure d'instituteur spécialisé, nouvellement créée, par le biais d'une promotion.

Par voie d'amendement gouvernemental du 8 janvier 2016, il est proposé de modifier l'article sous rubrique par le libellé suivant:

**„Art. 11. Art. 14. ~~L'annexe A de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:~~**

- 1. ~~A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté derrière le terme „professeur“ la fonction d’„instituteur spécialisé“.~~**
- 2. ~~A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté derrière le terme „sous-groupe enseignement secondaire“ un nouveau sous-groupe de traitement „sous-groupe enseignement fondamental“, „grade E7“ avec la fonction „instituteur spécialisé.“~~**

***La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:***

- 1. A l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 5, le point 4 est remplacé par le texte suivant:**

**„4. Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“**
- 2. A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup> point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.**
- 3. L'annexe A est modifiée comme suit:**
  - a) A la rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.**
  - b) A la rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“; au grade E7<sup>ter</sup>, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“; au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.**

Les auteurs du texte souhaitent procéder aux modifications précitées dans le but de permettre au Ministre de l'Education nationale de charger un inspecteur de l'enseignement fondamental de façon temporaire de missions transversales d'inspection qui ne sont pas liées à un arrondissement précis,

telles que par exemple le contrôle de l'enseignement à domicile au niveau national, prévu à l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La situation de l'inspecteur de l'enseignement fondamental détaché à une autre administration que son administration d'origine a dû également être clarifiée au vu du fait que, pour des raisons de réorientation professionnelle ou autres, trois inspecteurs sont actuellement détachés, sans exercer de mission d'inspection (par exemple: auprès de l'Université du Luxembourg, auprès de l'Institut de formation de l'éducation nationale). En conséquence, à l'annexe de la loi précitée, le tableau II.a., intitulé „Nouveau régime de la rubrique „Enseignement““, doit être modifié dans le même sens.

Afin de rectifier une erreur apparue, dans le cadre des travaux législatifs ayant abouti à la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, au tableau II.b., intitulée „Régime transitoire de la rubrique „Enseignement““, la fonction d'„inspecteur général de l'enseignement fondamental“ au niveau du grade E8 (qui n'existe plus) est remplacée par celles de „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat estime que, du point de vue de l'ordre légistique et étant donné que la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur, il y a lieu d'ajouter le terme „modifiée“ entre la nature et la date de l'acte dont question, ceci à l'intitulé du chapitre 3 (à supprimer selon le Conseil d'Etat) et au liminaire de l'article 14 (Article III, points 1 à 4, selon le Conseil d'Etat).

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier l'article sous rubrique comme suit:

**„Art. 14. Art. III.** La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant:
 

„4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“
2. A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup> point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.
3. A l'annexe A est modifiée comme suit: a) A la rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“,
 

b) 4. A l'annexe A, ~~A la~~ rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, **sont apportées les modifications suivantes:**

  - a. il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“;
  - b. au grade E7ter, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“;
  - c. au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“;
  - d. **il est ajouté au „sous-groupe enseignement secondaire“ derrière le terme „professeur“ la fonction d'„instituteur spécialisé“.**

Afin d'en améliorer la lisibilité, le point 4 est divisé en sous-points.

Un sous-point d. est ajouté à l'article III, point 4. En effet, il s'agit de redresser une erreur technique survenue suite à l'introduction des amendements gouvernementaux au sujet de l'insertion de la fonction

d'instituteur spécialisé dans le sous-groupe enseignement secondaire qui avait disparu dans le texte gouvernemental.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016. Du point de vue de l'ordre légistique, la Haute Corporation estime qu'à l'endroit du point 4, sous b, il convient d'écrire „au grade E7<sup>ter</sup>“.

La Commission donne suite à cette observation de la Haute Corporation.

#### *Articles IV et V (Article 15 initial)*

Ces articles fixent les dates de mise en vigueur de la loi sous rubrique. La mise en vigueur des articles 2 et 3 pour le 1<sup>er</sup> juin 2016 s'impose afin de faire bénéficier les instituteurs en fonction des nouvelles opportunités de réaffectation pour l'année scolaire 2016/2017. La mise en vigueur des autres articles coïncide avec le début de l'année scolaire 2016/2017.

Par voie d'amendement gouvernemental du 8 janvier 2016, il est proposé de modifier l'article sous rubrique et l'intitulé du chapitre qui précède par le libellé suivant:

### **Chapitre 3 – *Mise en vigueur***

#### **Chapitre 4 – *Dispositions transitoires et finales***

***Art. 12. Art. 15. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1<sup>er</sup> octobre 2015.***

La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des articles 2 5 et 3 6 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016. ***L'article 14 prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015.***

Les auteurs du texte souhaitent apporter les modifications précitées dans le but de pouvoir appliquer les changements prévus à l'article 14 nouveau avec effet au jour de l'entrée en vigueur des réformes dans la Fonction publique, à savoir le 1<sup>er</sup> octobre 2015, dans la mesure où il s'agit, d'une part, de clarifier les situations exposées ci-dessus par rapport à l'entrée en vigueur de ces réformes.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat estime que, du point de vue de l'ordre légistique et étant donné que les dispositions transitoires ne sont pas à faire figurer sous l'article relatif à la mise en vigueur de l'acte, mais sous un article à part, il convient de scinder l'article sous avis en deux articles numérotés IV et V.

La Commission reconnaît le bien-fondé des observations de la Haute Corporation et propose, par voie d'amendement parlementaire, de modifier l'article V comme suit:

***Art. V.*** La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des **articles points 5 et 6 de l'article I<sup>er</sup>** qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016. L'article **14 III** prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Suite à la nouvelle numérotation du projet de loi, il convient d'adapter les renvois à l'article V.

Cette proposition d'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 3 mai 2016.

## VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

Au vu des observations qui précèdent, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

### PROJET DE LOI modifiant

- 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;**
- 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien;**
- 3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat**

**Art. I<sup>er</sup>.** La loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est modifiée comme suit:

1. L'article 4 est complété par l'alinéa suivant:

„Les instituteurs qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles telle que prévue à l'article 4*bis* de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, bénéficient d'un congé correspondant à 12 leçons d'enseignement direct pendant la première année scolaire de la période de référence suivant l'appréciation. Ce congé correspond à une diminution de leur tâche d'enseignement de 0,33 leçon hebdomadaire d'enseignement direct pendant l'année scolaire en question. Les mêmes modalités s'appliquent pour les membres de la réserve de suppléants“.

2. A l'article 5, alinéa 5, les termes „ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours“ sont insérés après les termes „les modalités du concours et du stage“.

3. L'article 6 est complété par les alinéas suivants:

„Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer:

1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par le ministre ayant les Services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;
2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage;
3. d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.

Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre.

4. L'article 46 est complété par l'alinéa suivant:

„Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées.“

5. L'article 9 devient l'article 8 et prend la teneur suivante:

„**Art. 8.** Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage débutant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, conformément à l'article 9.

L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.“

6. L'article 8 devient l'article 9 et prend la teneur suivante:

„**Art. 9.** Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage débutant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteur devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.“

7. L'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, point 8 est remplacé par le texte suivant:

„8) des chargés de cours en cycle de formation engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle.“

8. Les articles 19 à 21 sont abrogés.

9. L'article 22 est remplacé par le texte suivant:

**„Art. 22.** Les personnes énumérées à l'article 16, points 2 à 8, bénéficient d'un engagement en qualité d'employé de l'Etat à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle auprès de la réserve de suppléants.

Le recrutement des nouveaux membres de la réserve se fait dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant.“

10. L'article 43, paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.

11. Dans l'article 41, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots „l'article 8, alinéa 5“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 4“.

12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes:

a. A l'alinéa 3, les mots „l'article 8, alinéa 2“ sont remplacés par ceux de „l'article 9, alinéa 2“.

b. A l'alinéa 4, les termes „l'article 9“ sont remplacés par ceux de „l'article 8“.

**Art. II.** La loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifiée comme suit:

1. A l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le terme „Enseignement“ est supprimé.

2. A l'article 5, paragraphe 2, les termes „des sous-groupes de l'enseignement ainsi que“ sont supprimés et les termes „43 à 49“ sont remplacés par les termes „43, 45 et 46“.

3. L'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3, est complété comme suit:

„ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale.“

4. Dans l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 2, les mots „ou de l'Institut de formation de l'éducation nationale“ sont insérés après les mots „l'Institut national d'administration publique“.

**Art. III.** La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit:

1. A l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, le point 4 est remplacé par le texte suivant:

„4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16.“

2. A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, point b), les termes „d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacés par les termes „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“.

3. A l'annexe A, rubrique II „Enseignement“, II.a. Nouveau régime de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché“ sont remplacées par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“,

4. A l'annexe A, rubrique II „Enseignement“, II.b. Régime transitoire de la rubrique „Enseignement“, groupe de traitement A1, sont apportées les modifications suivantes:

a. il est ajouté un „sous-groupe enseignement fondamental“ avec le grade E7 et la fonction „instituteur spécialisé“;

b. au grade E7<sup>ter</sup>, la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental“ est remplacée par la fonction „inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection“;

c. au grade E8, la fonction „inspecteur général de l'enseignement fondamental“ est remplacée par les fonctions „inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché“;

d. il est ajouté au „sous-groupe enseignement secondaire“ derrière le terme „professeur“ la fonction d'„instituteur spécialisé“.



**Art. IV.** Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**Art. V.** La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des points 5 et 6 de l'article I<sup>er</sup> qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016. L'article III prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Luxembourg, le 26 mai 2016

*Le Président-Rapporteur,*  
Lex DELLES

